

Conférence ministérielle sur la stabilité et le développement en Libye

Madrid, 17 septembre 2014

CONCLUSIONS

La Libye et ses voisins européens et africains se sont réunis à Madrid le 17 septembre 2014, l'objectif étant pour ces derniers de réaffirmer leur engagement et leur soutien à la Libye.

Cette conférence a compté sur la participation des ministres et représentants de haut niveau des pays suivants : Algérie, Tchad, Chypre, Égypte, France, Grèce, Italie, Libye, Malte, Maroc, Niger, Portugal, Tunisie, Soudan et Espagne, pays hôte, ainsi que sur celle du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Libye, récemment nommé. L'Union européenne, la Ligue arabe, l'Union africaine et l'Union pour la Méditerranée étaient également représentées.

Les principaux enjeux politiques, sécuritaires et de développement auxquels sont confrontés la Libye et les pays voisins ont été au cœur des débats.

Les participants ont convenu que la situation se caractérise par :

Quatre sujets de préoccupation :

1. La situation est extrêmement grave et urgente.
2. Deux risques majeurs devraient être évités : le risque de guerre civile et le risque de fragmentation.
3. La situation représente une menace pour le Sahel, l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe dans son ensemble, en termes de sécurité, de développement économique et de trafics illégaux, y compris le trafic d'êtres humains.
4. La Libye ne devrait pas devenir un nouveau théâtre de l'extrémisme violent.

Quatre éléments d'espoir :

1. Le peuple libyen est un peuple modéré, qui rejette l'extrémisme et la violence.
2. La Libye est un pays riche en ressources naturelles.
3. La Libye dispose d'institutions légitimes, qui ont été reconnues par la communauté internationale.
4. La Libye compte sur la solidarité de ses voisins et partenaires, comme le montre la conférence d'aujourd'hui.

Afin de trouver une solution à la crise actuelle, il est nécessaire de satisfaire à :

Trois conditions :

1. Il faut faire cesser immédiatement la violence, y compris en appliquant l'embargo sur les armes.
2. Toutes les parties impliquées doivent approuver un plan d'action conjoint.
3. Le facteur temps est essentiel.

Les **neuf prémisses** d'une solution à la situation sont les suivantes :

1. L'unité, la souveraineté et la démocratie de la Libye doivent être préservées.
2. La solution doit venir des Libyens eux-mêmes. Toute forme d'interférence internationale doit être fermement rejetée.
3. La communauté internationale a le droit et l'obligation d'aider les Libyens à parvenir à une solution.
4. Il n'y a pas de solution militaire à la crise actuelle.
5. Le dialogue national et la réconciliation doivent être inclusifs et compter sur la participation des acteurs politiques, des dirigeants tribaux et autres personnalités éminentes. Seuls ceux qui pratiquent la violence ou refusent de renoncer à la terreur ne pourront pas participer au dialogue national.
6. L'accord de toutes les parties doit conduire à une nouvelle Constitution libyenne. Nous saluons le caractère inclusif de l'Assemblée nationale constituante chargée de rédiger cette Constitution.
7. La crise libyenne doit demeurer une priorité de l'agenda international.
8. Une coordination renforcée entre les différentes initiatives internationales et les différents acteurs concernés est nécessaire : Nations Unies et pays voisins, Méditerranée, Union européenne, Ligue arabe, Union africaine et Union pour la Méditerranée. Un message fort de soutien a été envoyé au Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Libye.
9. Un drame humanitaire est en train de se dérouler. Il doit être abordé de toute urgence.

Tous les participants ont convenu de donner suite aux débats d'aujourd'hui et ont souligné l'importance qu'ils attachent aux rencontres sur la Libye qui se tiendront prochainement en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies.